



LETTRE OUVERTE

à Monsieur le président du gouvernement et Mesdames et Messieurs les élus de la Nouvelle-Calédonie

Mesdames, Messieurs,

Les partenaires sociaux et une grande partie des acteurs du secteur de la construction, et des travaux publics, y compris architectes, industriels, importateurs, professionnels de l'immobilier, se sont une nouvelle fois réunis afin de dresser un

énième état des lieux.

Le constat, que vous connaissez parfaitement, est de plus en plus inquiétant, voire dramatique. Le manque de visibilité dans la filière est tel qu'aujourd'hui nous craignons une crise majeure dans les mois qui viennent, avec un crash social et la fermeture d'entreprises qui se profilent avec des pertes d'emplois et un pouvoir d'achat encore plus détérioré.

Écoutés, mais pas entendus

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir alerté à de nombreuses reprises les instances. Depuis plusieurs années, nous avons le sentiment de ne jamais avoir été entendus. Dans votre discours de politique générale voté par le Congrès concernant notre secteur, et lors de vos différentes interventions, vous invoquez un « retour à la normale » et affichez volontairement votre déni face à la réalité.

Des faux discours, mais des vrais chiffres

Non, « le bâtiment ne va pas bien » ! Vous ne pouvez pas l'ignorer puisque nous représentons le deuxième pan de l'économie calédonienne en termes d'emploi et notre chiffre d'affaires engendre 42 % de recettes pour la Nouvelle-Calédonie.

Non, le secteur ne construit pas 800 à 900 logements sociaux par an, comme vous l'annoncez mais 350 en restant optimiste.

Face à l'inertie du système politique, certainement liée aux échéances électorales, et à la politique de l'autruche en ce qui concerne notre secteur, nous sommes profondément lassés et exaspérés par l'absence de mise en place de mesures concrètes afin de sauver notre secteur.

- **Notre filière a perdu plus de 2 000 emplois en 6 ans !**
- **Le chiffre d'affaires** est en chute libre : - 25 % entre 2017 et 2018 !
- **Un prévisionnel d'occupation de nos salariés à 40%** en 2019, alors que les entreprises structurées risquent de perdre leurs compétences dans les mois à venir, avec encore des licenciements faute d'activité.
- **Pas de projet sur la table des architectes depuis plus de 6 mois !** tant dans le privé que dans le public
- **Les carnets de commande** sont désespérément **vides** pour le secteur de la construction entraînant une chute d'activité dans les commerces et dans la production des industries locales.
- **Les industriels ne produisent plus**, faute d'écoulement des stocks !
- **La consommation de ciment** n'a jamais été aussi basse depuis 30 ans ! elle est comparable à 1986 en période de crise
- Le secteur de la construction déclare **6770 emplois au 2 Trim. 2018**, soit une **diminution de 1.8% par rapport au trimestre précédent**. Le nombre de licenciements économiques augmente.
- Les opérateurs sociaux pourraient produire **plus de 350 logements par an**, puisque le besoin est de 1000 par an. Il suffit d'une implication politique.

Saturation

Les entreprises se meurent à petit feu depuis des mois et les salariés sont pleinement conscients que leur avenir est en jeu.

Lors d'une présentation au gouvernement en 2016, vous avez bien annoncé le lancement de projets publics et privés pour un montant de 280 milliards de francs. Nous n'avons pas vu venir grand-chose, Nous les attendons toujours.

- Des projets sont « dans les tuyaux » depuis des années, mais les divergences politiques ne sont pas en adéquation avec les besoins de la population.
- Manque de financement dans l'infrastructure routière, développements et aménagements de quartiers, manque de logements résidentiels, manque de logements intermédiaires également.
- La délinquance augmente pour cause de formations non financées, mais ce qui est à craindre c'est que les parents, aussi, seront dans la rue si rien n'est fait !!!

Nous sommes profondément lassés et exaspérés par vos paroles et celles de vos collaborateurs : **les caisses des entreprises se vident, il y a urgence.**

Bien sûr, vous allez sans doute évoquer la mise en place de certains outils.

Malgré nos sollicitations et nos propositions, il y a des dossiers qui sont purement et simplement **tombés dans les calendes grecques** !

- Les Calédoniens ne peuvent pas attendre Juin 2019 pour se mettre à travailler
- Les Calédoniens ont besoin d'activité économique, BTP, Commerce, Industrie.
- Les Calédoniens ont besoin de croire en leur PAYS
- Les Calédoniens veulent de la visibilité à long terme.
- Les Calédoniens ont besoin d'une économie pérenne inspirant confiance.
- Les Calédoniens ont besoin d'accroître leur pouvoir d'achat par de l'emploi.

Un plan d'action exigé

Alors, tout comme pour l'agriculture, l'éducation, la santé... nous avons besoin d'un plan d'actions avec des **mesures concrètes et pérennes** afin de pouvoir relancer **le secteur de la construction urgemment**.

Mesdames, Messieurs, nous attendons une réaction conforme à nos attentes et nos besoins d'ici le 16 octobre, sinon nous n'aurons pas d'autre choix que d'appeler à la **mobilisation générale**.

Les entreprises et les salariés seront dans la rue et attendront vos justifications.

Cette lettre ouverte sera transmise à tous les médias dès lundi 1^{er} octobre.

Nous vous transmettons nos salutations cordiales.

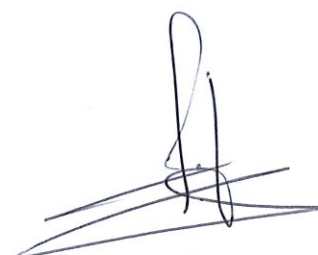
Nouméa, le 1^{er} octobre 2018



FCBTP



Ordre des architectes



SIDNC



USOENC



SCNC



COGETRA



UT-CFE-CGC